Le Mécanisme Spécial de dons en Faveur

Des Peuples Autochtones & Des Populations Locales

2018
RAPPORT ANNUEL

DGM

ABRÉVIATIONS

AIDESEP: Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne)

CAA/NM: Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas(Centre pour une agriculture alternative du Nord du Minais Gerais)

CI: Conservation International

CIF: Fonds d'investissements climatiques

CONAP: Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú (Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou)

CdP: Conférence des Parties (à la CCNUCC)

OSC: Organisation de la société civile

DGM: Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales

DGM [Pays]: Projet national du DGM en [Pays]

Projet mondial du DGM: Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM

RDC: République démocratique du Congo

FIP: Programme d'investissement pour la forêt (des Fonds d'investissement climatiques)

GEA: Agence d'exécution internationale (du Projet mondial du DGM)

GSC: Comité de pilotage international (du Programme du DGM et du Projet mondial)

PAPL: Peuples autochtones et populations locales

UICN: Union internationale pour la conservation de la nature

NEA: Agence d'exécution nationale (d'un Projet national du DGM)

ONG: Organisation non gouvernementale

NSC: Comité de pilotage national (d'un Projet national du DGM)

REDD+: Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts

REPALEF: Réseau des populations autochtones pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC

SB 48: 48e Conférence des organes subsidiaires de la CCNUCC

TTL: Chef d'équipe de projet (Banque mondiale)

CCNUCC: Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

UNPFII: Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones

WWF: Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Fund)

Ce rapport a été préparé à l'origine en anglais et traduit. En cas de divergence, la version anglaise prévaudra.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 2
LE DGM, C'EST QUOI ? 3
AFRIQUE 4
BURKINA FASO 6
CÔTE D'IVOIRE 8
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 9
GHANA 10
MOZAMBIQUE 12
RÉPUBLIQUE DU CONGO 13
ASIE 14
INDONÉSIE 16
NÉPAL 17
AMÉRIQUE LATINE 18
BRÉSIL 20
MEXIQUE 22
ÉQUATEUR 22
GUATEMALA 23
PÉROU 24
PROJET MONDIAL D'APPRENTISSAGE ET D'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES 24
COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL 28
PERSPECTIVES D'AVENIR 28
FINANCEMENT 30
LIENS 31
CONSTRUIRE UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE 32

Couverture : Fabian Antunez, président de CART (Central Ashaninka de Rio Tambo) a souhaité la bienvenue aux participants à l'Échange régional Amériques dans la communauté de Palomar. Photo : Patricia Dunne

Gros plan d'une fleur de cacao au Ghana. Le cacao est une culture importante en Afrique de l'Ouest et le DGM s'efforce de promouvoir une croissance plus durable grâce à l'agroforesterie. Photo : Patricia Dunne

Après plusieurs années de plaidoyer et de programmation, les principaux représentants des peuples autochtones et des communautés locales ont travaillé sans relâche, avec l'appui de partenaires clés, pour guider et superviser la bonne mise en œuvre du Mécanisme spécial de dons (DGM). Maintenant, trois années après avoir démarré sa mission, cette initiative spéciale vise à « renforcer les capacités des peuples autochtones et des communautés locales à participer au Programme d'investissement pour la forêt et à d'autres programmes REDD+ aux niveaux local, national et mondial. » Avec le soutien du DGM, les membres de la communauté renforcent leurs capacités de plusieurs manières, notamment:

En donnant plus de moyens à la gouvernance communautaire

- Dix projets nationaux du DGM ont créé des comités de pilotage nationaux, au travers desquels 133 représentants communautaires, dont 31 femmes, assurent leur leadership et leur supervision.
- Treize de ces représentants participent également au Comité de pilotage international du DGM, contribuant ainsi à la gouvernance mondiale du programme.
- Dans une récente enquête auprès des parties prenantes réalisée dans le cadre du Projet mondial du DGM, 80 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles considéraient la gouvernance du DGM comme à la fois transparente et inclusive.

Financement des initiatives communautaires

- Deux cent huit sous-projets ciblant des priorités communautaires, telles que l'attribution de titres fonciers, la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables, ont été approuvés par des comités de pilotage dirigés par les communautés dans quatre pays (Brésil, Burkina Faso, Indonésie et Pérou).
- Cela ne représente qu'environ 15 % des 1 346 propositions de sous-projets reçues dans ces mêmes pays, ce qui indique un potentiel énorme pour la poursuite et l'élargissement des travaux dans ces domaines.

Développement des capacités en leadership, gestion et compétences techniques

- Les communautés et les organisations ayant des sous-projets approuvés au Brésil, au Burkina Faso, en Indonésie et au Pérou ont bénéficié d'un renforcement ciblé des capacités pour renforcer la conception, la mise en œuvre et le suivi de leurs sous-projets.
- 100 % des répondants à l'enquête auprès des participants aux échanges du Projet mondial du DGM en 2018 ont indiqué que leur participation avait renforcé une ou plusieurs compétences nécessaires pour participer efficacement à la prise de décision et aux politiques relatives au climat.

Soutenir l'échange de connaissances et l'apprentissage

- Le DGM Ghana a élaboré une émission de radio interactive visant à diffuser des informations sur le changement climatique et le DGM, qui a été diffusée sur cinq stations de radio dans la zone de mise en œuvre ciblée par le projet, et a ainsi permis au projet de toucher encore plus de communautés que prévu.
- Les participants aux échanges du Projet mondial du DGM ont déclaré, dans leur grande majorité, avoir acquis une meilleure connaissance sur des sujets pertinents, notamment le changement climatique et le rôle des forêts (93 %), la gestion durable des forêts (91 %) et les communautés d'autres pays (91 %).

Renforcement des réseaux et des alliances

- En République démocratique du Congo (RDC), le DGM a conclu des partenariats avec des organisations nationales de PAPL de premier plan pour mettre en œuvre des éléments du projet, notamment l'élaboration participative de plans d'action, la défense de politiques et la création de cartes foncières communautaires.
- 95 % des participants aux échanges du Projet mondial du DGM ont signalé une collaboration accrue ou renforcée avec les organisations, réseaux et alliances de PAPL concernés.

Permettre la diffusion de bonnes pratiques de gestion forestière

- Les résultats de chaque projet DGM sont partagés plus largement chaque année. 8 projets DGM sont maintenant sur Facebook et 6 ont leur propre site web. Vous trouverez des liens vers tous les sites web et comptes de réseaux sociaux à la page 38.

- Depuis leur participation à l'un des échanges du Projet mondial du DGM, les membres de la communauté ont indiqué que leur participation à des activités liées au changement climatique et à la gestion des forêts avait progressé en termes de participation (83 %), de niveau de responsabilité (93 %) et d'efficacité (85 %).

S'appuyant sur les premiers succès du DGM et le vif intérêt des communautés participantes, le Comité de pilotage international s'est engagé à la fois en faveur de la pérennité du DGM et de la poursuite du développement d'autres opportunités de financement climatique pour les peuples autochtones et les communautés locales. Le DGM a été un modèle fort en matière d'initiatives de conservation dirigées par les communautés et, à mesure que de nouveaux fonds sont disponibles, il pourrait avoir un impact beaucoup plus important.

Coprésidents du Comité de pilotage international du DGM

Mina Setra
INDONÉSIE

Idrissa Zeba
BURKINA FASO

LE DGM, C'EST QUOI ?

Basé dans les locaux du Programme d'investissement pour la forêt (FIP) des Fonds d'investissement climatiques (CIF), le Mécanisme spécial de dons (DGM) est une initiative spéciale visant à renforcer le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans les politiques et actions liées à la gestion durable des forêts et aux changements climatiques aux niveaux local, national et mondial.

Le DGM comprend 13 projets pilotes nationaux, chacun adapté à son contexte national spécifique, ainsi qu'un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances (Projet mondial du DGM) qui vise à faciliter la coordination internationale et à étendre les avantages du DGM aux principaux représentants de communautés extérieures aux pays pilotes du programme.

Chaque projet, une fois opérationnel, est géré par deux entités principales :

- Un **comité de pilotage** dirigé par des représentants de la communauté, qui est chargé de l'orientation, de la gouvernance et de la supervision du projet ;
- Une **agence d'exécution**, chargée de mener à bien les activités et les priorités définies par son comité de pilotage, tout en veillant au respect des normes et sauvegardes en vigueur.

Le Comité de pilotage international du DGM (GSC) supervise le Projet mondial du DGM et compte parmi ses membres des représentants de chacun des Comités de pilotage nationaux (NSC), ainsi qu'un représentant d'un pays non-membre du FIP afin de représenter les besoins et les priorités de l'ensemble des communautés dans le monde entier. Le DGM se distingue des autres efforts de gestion forestière par quelques facteurs clés :

- **Gouvernance communautaire:** Chaque projet est dirigé par des membres des communautés qu'il cherche à soutenir. Ces comités de pilotage constituent des liens vitaux avec les communautés bénéficiaires, les membres aidant à partager des informations et à recevoir les commentaires de la communauté.
- **Décentralisation:** Chaque projet DGM fonctionne de manière indépendante, poursuivant ses propres objectifs dans son propre contexte. Ceci conduit à une plus grande efficacité par rapport à d'autres programmes de même envergure. Néanmoins, les projets ont la possibilité de se coordonner lorsque cela présente des avantages mutuels.
- **Renforcement des capacités:** En participant au DGM, les membres de la communauté contribuent non seulement à atteindre des résultats importants en matière de gestion forestière, mais renforcent également leurs propres capacités à gérer des fonds et à mettre en œuvre des initiatives similaires à l'avenir.

6
PAYS PILOTES DGM

29,5
MILLIONS USD ALLOUÉS

6
COMITÉS DE PILOTAGE NATIONAUX MIS EN PLACE

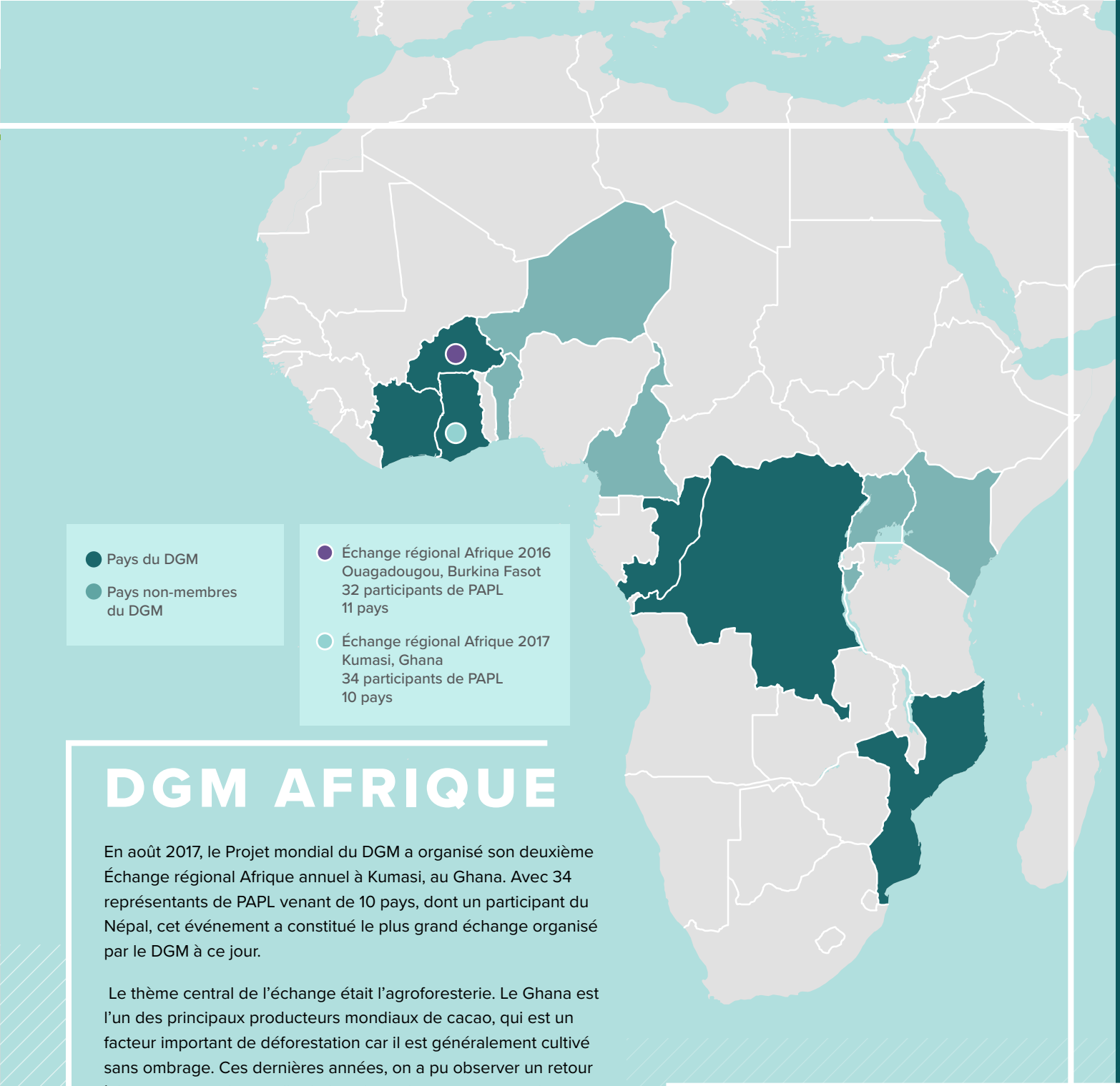
4
AGENCES D'EXÉCUTION TNATIONALES SÉLECTIONNÉES

777
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

53
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

18 100
COUT MOYEN DE (USD) PAR SOUS-PROJET

Crédit photo: Sonam Lama (Népal), Delphine Ahoussi (Côte d'Ivoire) et Play Christophe Sare (Côte d'Ivoire) ont participé à l'Échange régional Afrique du DGM à Kumasi, au Ghana. Photo : Projet mondial du DGM



DGM AFRIQUE

En août 2017, le Projet mondial du DGM a organisé son deuxième Échange régional Afrique annuel à Kumasi, au Ghana. Avec 34 représentants de PAPL venant de 10 pays, dont un participant du Népal, cet événement a constitué le plus grand échange organisé par le DGM à ce jour.

Le thème central de l'échange était l'agroforesterie. Le Ghana est l'un des principaux producteurs mondiaux de cacao, qui est un facteur important de déforestation car il est généralement cultivé sans ombrage. Ces dernières années, on a pu observer un retour à la pratique traditionnelle de la culture du cacao sous ombrage, qui repose sur son intégration dans les forêts. Les participants à l'échange ont eu l'occasion de visiter un projet FIP en cours axé sur le cacao cultivé sous ombrage ou cacao « favorable au climat ».

Entre les deux premiers Échanges régionaux Afrique du projet, le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 58 représentants de PAPL de 13 pays, représentant plus de 20 organisations et réseaux nationaux et internationaux de PAPL. Huit de ces participants ont assisté aux deux échanges, au cours desquels ils ont partagé et renforcé leurs connaissances acquises lors du premier Échange régional Afrique.

« C'est pourquoi nous préconisons qu'ils cèdent les forêts aux communautés... Nous devons commencer le travail de plaidoyer et nous devons le faire par l'intermédiaire du DGM. Le DGM le fera. Le DGM est pour les communautés, et c'est tout pour nous. »

HAYFORD DUODU,
MEMBRE DU GSC ET DU NSC DU DGM GHANA

BURKINA FASO

Le DGM Burkina Faso cherche à réduire les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en soutenant 32 communautés locales dépendantes de la forêt de façon à renforcer leurs capacités à gérer les forêts de manière durable et à renforcer leurs opportunités économiques. Les principales caractéristiques du DGM Burkina Faso sont les suivantes :

- Des formations qui répondent aux besoins de la communauté et aident à la mise en œuvre efficace de sous-projets ainsi qu'à une participation renforcée à l'élaboration des politiques nationales et internationales
- Un soutien à la participation des communautés locales aux discussions sur REDD+ et les changements climatiques aux niveaux national et international
- Des « microprojets » générateurs de revenus axés sur des moyens de subsistance durables
- Des sous-projets axés sur la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie

La plus grande réussite du DGM Burkina Faso au cours de l'année écoulée a été l'achèvement du deuxième appel à microprojets, qui a permis de recevoir 126 propositions et abouti à l'approbation de 39 nouveaux microprojets en mars 2018. Les budgets alloués à ces microprojets vont de 8 000 USD à 18 000 USD environ et ils devraient durer environ un à deux ans. Les projets ont plusieurs objectifs différents, qui vont de la production et de la commercialisation de produits forestiers non ligneux à la création de pépinières et au soutien à l'apiculture en tant que moyen de subsistance durable.

Le projet a également élaboré ses plans de formation et de communication, qu'il met en œuvre actuellement. L'équipe du projet a soutenu ses microprojets en fournissant une formation ciblée sur des sujets pertinents, tels que la production, la commercialisation et l'utilisation de produits forestiers non ligneux et les techniques de reboisement.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/burkina-faso

777
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

53
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

18 100
COÛT MOYEN DE PAR SOUS-PROJET (USD)

>65,000
BÉNÉFICIAIRES ESTIMÉS DU PROJET

100%
DES DIFFÉRENDS TRAITÉS

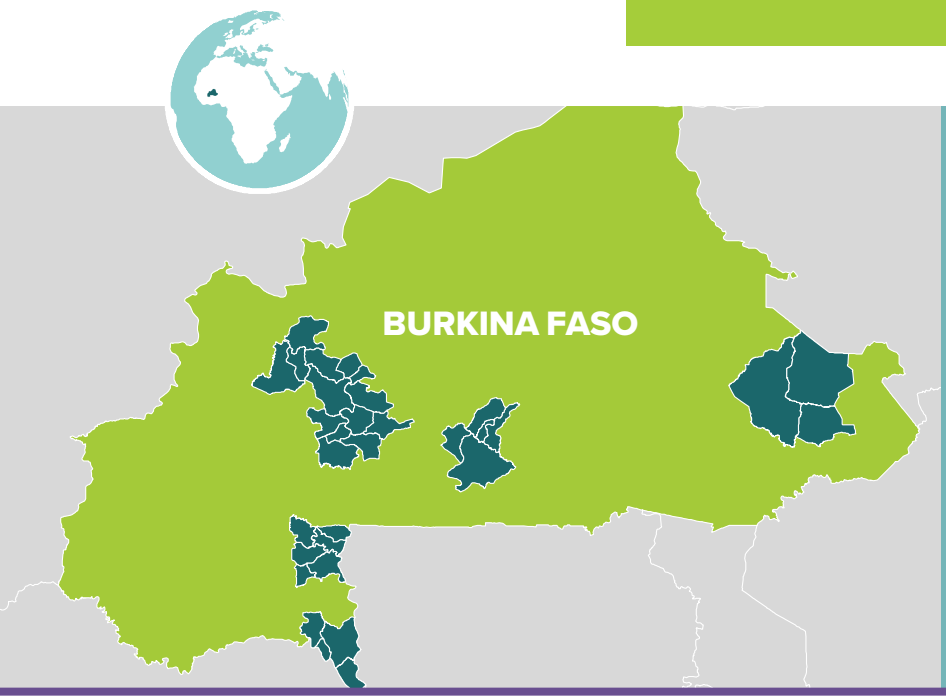
Crédit photo : Des femmes de l'Association des veuves solidaires Boromo ont montré comment elles produisent le soumbala, un condiment commun en Afrique de l'Ouest. Avec l'aide du DGM, ces femmes améliorent leur production et leur commercialisation de soumbala afin d'améliorer leur qualité de vie grâce à la gestion durable et à l'utilisation de produits forestiers non ligneux. Photo : DGM Burkina Faso

Plus de 20 des 53 sous-projets approuvés par le DGM Burkina Faso sont mis en œuvre par des groupes de femmes, qui en sont également les principaux bénéficiaires, et plus de 60% des bénéficiaires du projet ont été des femmes.

COUP DE PROJECTEUR SUR UN MICRO-PROJET

Renforcement organisationnel – Groupe de tisserands Sigui-Ti Mogo Son

Ce microprojet est mis en œuvre par un groupe de femmes tisseuses appelé Sigui-Ti Mogo Son dans la communauté de Dédougou au Burkina Faso, avec le soutien du DGM. L'objectif du projet est d'améliorer la qualité des produits du groupe, ainsi que ses capacités techniques, ses équipements, sa composition et sa stratégie de commercialisation. Les impacts du projet sont principalement socio-économiques. Le projet devrait permettre d'augmenter les revenus des membres du groupe et améliorer leur qualité de vie. Il permettra également d'améliorer l'accès des membres aux soins de santé et à l'éducation grâce à la création d'une mutuelle ou d'un fonds soutenu par la communauté pour la santé et l'alphabétisation des membres. Ce microprojet a été approuvé en novembre 2016 avec un budget d'environ 14 200 USD et devrait être achevé en octobre 2018.



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
4,5 millions USD
Approbation du FIP : Juin 2015
Approbation de la Banque mondiale : Septembre 2015
Mise en œuvre : Septembre 2015 – Juin 2020

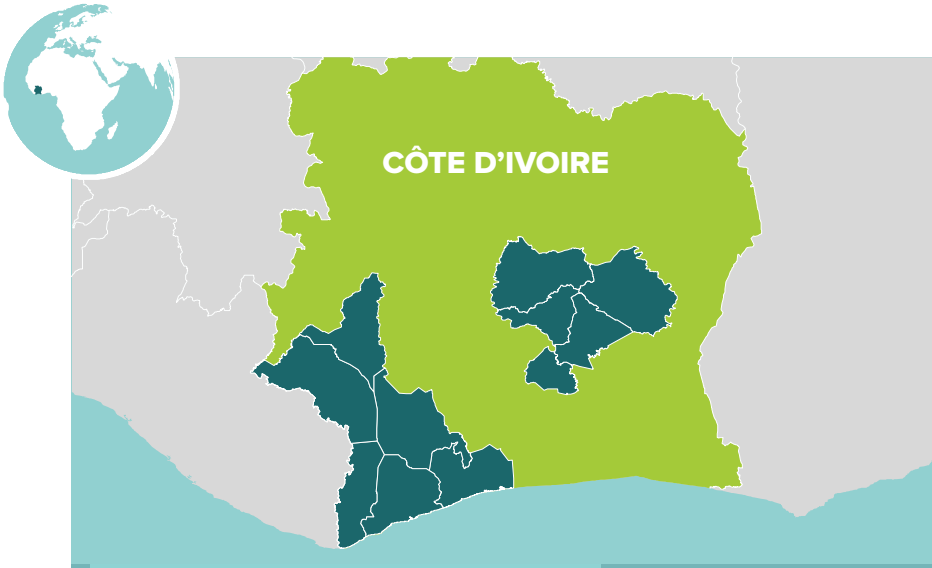
COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
11 représentants des communautés locales
8 hommes/3 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) - Burkina Faso

CÔTE D'IVOIRE

Les forêts de Côte d'Ivoire offrent une riche biodiversité, mais le pays présente l'un des taux de déforestation les plus élevés en Afrique subsaharienne. Le DGM Côte d'Ivoire n'a pas encore sélectionné d'Agence d'exécution nationale ni commencé la mise en œuvre, mais son Comité de pilotage national a été approuvé en mars 2018. Les membres du NSC ont organisé plusieurs réunions pour discuter du manuel opérationnel du projet et ont entamé le processus de sélection d'une Agence d'exécution nationale.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/cote-divoire



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT ALLOUÉ :
4,5 millions USD
Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
8 représentants
8 hommes/0 femme

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Pas encore sélectionnée

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo (RDC) abrite le plus grand biome forestier d'Afrique, sur une surface qui représente près des deux tiers de son territoire national. Environ 40 millions de personnes dépendent des forêts de RDC pour leurs ressources naturelles et leurs moyens de subsistance. Le pays présente également l'un des taux de déforestation absolus les plus élevés au monde. Les principaux objectifs du DGM RDC sont les suivants :

- Renforcer les capacités financières et administratives des PAPL afin d'améliorer l'accès au financement ;
- Renforcer les capacités des PAPL à exercer une influence sur l'élaboration des politiques à l'échelon national grâce à un travail de plaidoyer et de lobbying ;
- Accorder des subventions aux communautés pour soutenir des moyens de subsistance durables grâce au développement commercial des ressources naturelles, des ressources culturelles et des connaissances traditionnelles ;
- Tester des systèmes innovants en matière de gestion forestière communautaire et de reconnaissance des systèmes de gouvernance traditionnels pour une transposition à l'échelle nationale ;
- Collaborer avec le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de la RDC (REPALEF) afin de mettre en place un Mécanisme de retour d'expérience et de résolution des différends axé sur le suivi de la satisfaction des bénéficiaires et le recueil du retour d'expérience au niveau local.

Au cours de l'année écoulée, le DGM RDC a conclu des accords de travail avec plusieurs organisations partenaires pour mettre en œuvre les différentes composantes de l'ensemble du projet. Ce faisant, le projet national de la RDC s'est distingué des autres en s'appuyant sur une coalition plus large de partenaires, ce qui pourrait aboutir à terme à des résultats plus transparents et inclusifs. Parmi les autres activités figurent le lancement du processus de sélection des sous-projets (qui devrait s'achever d'ici à fin 2018) et l'élaboration de supports pédagogiques en tshiluba, en lingala et en swahili, à la fois pour l'écriture et le calcul.

Pour en savoir plus : www.peuplesautochtones.cd

Crédit photo : En janvier 2018, Caritas Congo, en tant qu'Agence d'exécution nationaledu DGM RDC, a fourni quatre motos au REPALEF, ce qui a ainsi permis d'organiser des visites régulières dans les communautés afin de recueillir les réactions et les différends liés à la mise en œuvre du projet. Photo : DGM RDC

PARTENARIATS DU PROJET

L'une des principales réussites de DGM RDC à ce jour a été son partenariat avec divers partenaires clés ou prestataires spécialisés. Si Caritas Congo, en tant qu'Agence d'exécution nationale, supervise la mise en œuvre globale du projet, elle a aussi signé une série d'accords avec d'autres organisations pour mettre en œuvre ou soutenir différents éléments du plan de travail du DGM RDC.

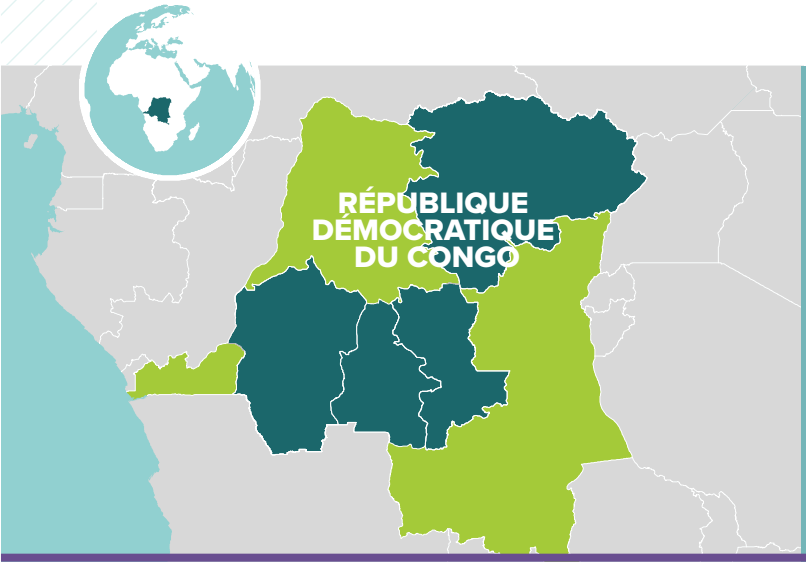
L'Alliance nationale d'appui et de promotion des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (ANAPAC-RDC) isoutient les essais pilotes menés par le DGM RDC sur des systèmes innovants de gestion forestière par les PAPL, en organisant une série de réunions de consultation et d'ateliers à Mambasa et à Kiri pour identifier et examiner des aires de patrimoine autochtone et communautaire et des concessions forestières communautaires locales, deux importants systèmes en cours d'examen.

La Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA) soutient les efforts de plaidoyer du DGM RDC concernant la Loi sur les droits des peuples autochtones de RDC.

La Ligue nationale des associations autochtones pygmées du Congo (LINAPYCO) a accepté de collaborer avec le DGM RDC pour cartographier et collecter des données sur les territoires autochtones et créer une base de données et un inventaire des terres des peuples autochtones dans les territoires de Yahuma, Kiri et Lusambo. Cela servira à soutenir les priorités des peuples autochtones en matière de sécurisation des droits fonciers et d'intégration des chefferies coutumières dans l'organisation du pouvoir avec une autorité sur ces terres.

L'Organisation d'accompagnement et d'appui aux pygmées (OSAPY) aidera le DGM RDC à élaborer des cartes des terres communautaires et des plans de gestion pour appuyer les aires de patrimoine autochtone et communautaire et les concessions forestières communautaires locales.

Le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de la RDC (REPALEF) a signé un contrat pour assurer la gestion du Mécanisme de retour d'expérience et de résolution des différends du projet grâce à son réseau de chargés de liaison dans les communautés bénéficiaires. Ce mécanisme de résolution des différends devrait poursuivre ses activités au-delà de la date de fin du projet du DGM RDC afin de faciliter une communication ouverte avec les communautés concernant d'autres initiatives REDD+.



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
6 millions USD
Approbation du FIP : Juin 2015
Approbation de la Banque mondiale : Avril 2016
Mise en œuvre : Avril 2016 - Juillet 2021

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
25 membres | 22 hommes/3 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Caritas Congo

GHANA

La foresterie et l'agriculture sont des secteurs importants de l'économie ghanéenne, qui emploient à eux deux plus de la moitié de la population du pays. Le Ghana est l'un des principaux producteurs mondiaux de cacao, avec des ventes d'environ 2 milliards USD par an. Malheureusement, la production de cacao, telle qu'elle est actuellement pratiquée sans ombrage, est l'un des principaux facteurs de la déforestation dans le pays. Le Ghana présente l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde et perd plus de 2 % de ses forêts chaque année, ce qui a un impact négatif sur les communautés locales qui dépendent des ressources naturelles de ces forêts. Développé en réponse à ce contexte, le DGM Ghana affiche les caractéristiques suivantes :

- Une structure de formation à plusieurs niveaux, avec environ 11 000 membres des communautés bénéficiaires du projet, qui vise à mieux faire connaître le DGM, REDD+ et les changements climatiques, et offre une formation plus spécialisée et des possibilités de financement de sous-projets aux membres de la communauté qui se sont portés volontaires pour poursuivre leur engagement ;
- Une formation spécialisée à l'intention des chefs et des anciens mettant l'accent sur les compétences en leadership et les coûts à long terme de la déforestation et de l'exploitation minière à ciel ouvert, ainsi qu'une formation spécialisée à l'intention des femmes pour accroître leur participation aux activités de renforcement des capacités ;
- Des opportunités pour certains participants de rendre visite aux sites d'initiatives de gestion forestière réussies au Ghana et dans d'autres pays, pour apprendre comment les communautés et les organisations communautaires peuvent jouer un rôle de premier plan dans la foresterie durable ;
- Trois guichets de dons pour les membres de la communauté bénéficiant d'une formation poussée pour solliciter un financement au travers leur communauté (jusqu'à 40 000 dollars par communauté), en tant qu'individus (jusqu'à 3 500 dollars par proposition) et par le biais d'organisations communautaires (jusqu'à 30 000 dollars par organisation) ;
- Des catégories prédéterminées d'initiatives communautaires, parmi lesquelles figurent le développement de la végétation pour améliorer la fertilité du sol, des moyens de subsistance durables, la conservation des ressources en eau et la réduction de la déforestation et des émissions de carbone.

Après avoir choisi Solidaridad comme Agence d'exécution nationale et préparé la plupart des documents nécessaires l'année précédente, le Projet du DGM Ghana est entré en vigueur en juillet 2017. Depuis lors, il a organisé plusieurs formations avec les communautés pour mieux faire connaître le projet, REDD+ et les changements climatiques. Le projet a organisé un événement de lancement officiel en février 2018 auquel ont participé des acteurs clés du Comité de pilotage national, des chargés de liaison des 52 communautés bénéficiaires ciblées par le projet, des médias, des universités, des organisations non gouvernementales, la Banque mondiale et le gouvernement ghanéen.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/ghana

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
5,5 millions USD
Approbation du FIP : Septembre 2016
Approbation de la Banque mondiale : Avril 2017
Mise en œuvre : Avril 2017 - Avril 2022

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
13 membres
11 hommes/3 femmes

GENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Solidaridad

COUP DE PROJECTEUR

Sensibilisation de la communauté et communications

Un grand nombre de projets du DGM ont été confrontés à des difficultés pour atteindre les communautés bénéficiaires. Le DGM Ghana a trouvé deux solutions innovantes à ce dilemme : des émissions de radio et un partenariat avec une célébrité nationale.

Pour aider le projet à toucher un public plus large avec ses leçons sur les changements climatiques, le DGM Ghana a produit une émission radio en direct qui est diffusée aux communautés bénéficiaires du projet et au-delà. Les émissions permettent aux auditeurs de contribuer aux discussions et de poser des questions pendant les rubriques interactives. L'équipe a également produit un feuilleton radio avec un jeu-concours, ce qui a permis de renforcer la sensibilisation et la participation. Entre ces émissions de radio et des formations plus traditionnelles, en seulement quatre mois, le DGM Ghana a pu toucher plus de 8 000 des 11 000 membres de la communauté qui devaient recevoir une formation de base. Le DGM Ghana a également mieux fait connaître le projet grâce à son partenariat avec Okyeame Kwame, un rappeur ghanéen célèbre, en tant qu'ambassadeur « changements climatiques » du projet. M. Kwame souhaite sensibiliser le public aux changements climatiques et à l'importance de la gestion durable des terres. Auparavant, il avait déjà travaillé avec le Secrétariat REDD+ dans un rôle similaire. L'artiste, qui a accru la notoriété du DGM Ghana dans la couverture médiatique nationale, envisage de sortir des chansons faisant la promotion de la gestion foncière et forestière durable.

En seulement quatre mois, le DGM Ghana a déjà sensibilisé plus de 8 000 membres de la communauté aux changements climatiques et à la gestion durable des forêts.

Crédit photo : Okyeame Kwame, Ambassadeur aux changements climatiques (en bas à gauche) et Hayford Duodu, président du NSC du DGM Ghana (en bas à droite), en compagnie d'autres membres de l'équipe du DGM Ghana, à l'occasion d'une réunion de sensibilisation en janvier 2018. Photo : Hayford Duodu

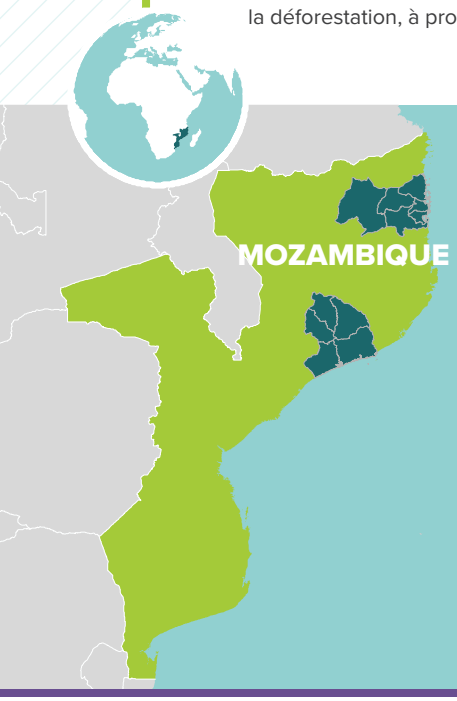
MOZAMBIQUE

Les forêts recouvrent environ la moitié du territoire du Mozambique. Elles jouent un rôle important dans l'économie nationale et sont une ressource précieuse pour les communautés locales du pays, qui comptent sur elles pour leurs activités génératrices de revenus, pour le combustible servant à la cuisson, les médicaments et de nombreux autres usages. Malgré l'importance des forêts mozambicaines, le pays présente un taux de déforestation de près de 140 000 hectares par an, les principaux facteurs étant la conversion à l'agriculture, l'utilisation du bois pour la biomasse et l'expansion urbaine. Les principaux objectifs du DGM Mozambique sont les suivants :

- Mettre l'accent sur la gestion intégrée des paysages (GIP) et la gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) ;
- Un renforcement des capacités des communautés et des organisations communautaires, spécialement conçu pour répondre aux besoins des parties prenantes concernées ;
- L'élaboration participative de propositions de politiques nationales soutenant la GCRN sur la base des leçons tirées des sous-projets du DGM ;
- Un soutien aux activités de GCRN grâce au renforcement des capacités, à l'assistance technique et au financement de sous-projets visant à accroître les revenus ruraux, à réduire la déforestation, à promouvoir des activités économiques durables et à renforcer l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ;
- Un soutien aux partenariats avec le secteur privé pour accroître l'accès au marché et le soutien institutionnel des communautés et des organisations communautaires.

Le DGM Mozambique a choisi le WWF comme Agence d'exécution nationale en septembre 2017 et a reçu l'approbation de la Banque mondiale en décembre. Depuis lors, l'équipe du projet s'est concentrée sur l'élaboration de documents clés et sur des réunions de consultation avec les communautés locales et les organisations de la société civile afin de mieux faire connaître le projet. Les membres de l'équipe de projet, rejoints par le président du NSC du DGM du Burkina Faso, ont participé à la cinquième Conférence nationale sur la GCRN à Maputo en février. Bien qu'il n'ait pas été officiellement lancé, le DGM Mozambique a été présenté comme étant le projet phare de la mise en œuvre du programme de GCRN au Mozambique. Le lancement officiel du projet est prévu pour septembre 2018.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/mozambique



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
4,5 millions USD
Approbation du FIP : Août 2017
Approbation de la Banque mondiale : Décembre 2017
Mise en œuvre : Mars 2018 - Février 2023

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
13 membres votants
8 hommes/5 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
WWF Mozambique

En février 2018, le DGM Mozambique a permis aux représentants des communautés et aux organisations de la société civile de contribuer au premier projet de Politique et de stratégie forestières pour le Mozambique à l'horizon 2030.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le DGM Congo dispose d'un Comité de pilotage national depuis février 2017, mais il n'a pas encore d'Agence d'exécution nationale et le financement du projet n'a pas encore été approuvé. Les membres du comité de pilotage ont œuvré pour faire connaître le DGM en participant à diverses réunions et réseaux. La communication avec les communautés et les partenaires constitue la première étape d'une feuille de route mise au point pour accélérer les processus du DGM en République du Congo. D'autres progrès sont attendus dans l'année à venir.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/republic-of-congo

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT ALLOUÉ :
4,5 millions USD
Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
23 membres
14 hommes/9 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Pas encore sélectionnée

Crédit photo : Femmes des communautés locales au Mozambique représentant le DGM dans la province de Cabo Delgado, l'une des régions de mise en œuvre du DGM. Photo : Banque mondiale

Crédit photo : Les participants à l'Échange régional Asie 2018 ont rendu visite à la communauté de Kajang dans le Sulawesi du Sud, en Indonésie. Les membres de la communauté s'habillent en noir qui est un symbole de modestie et d'humilité. Photo : DGM Indonésie

2
PAYS PILOTES DGM*

11
MILLIONS USD ALLOUÉS

1
COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL MIS EN PLACE

1
AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE SÉLECTIONNÉE

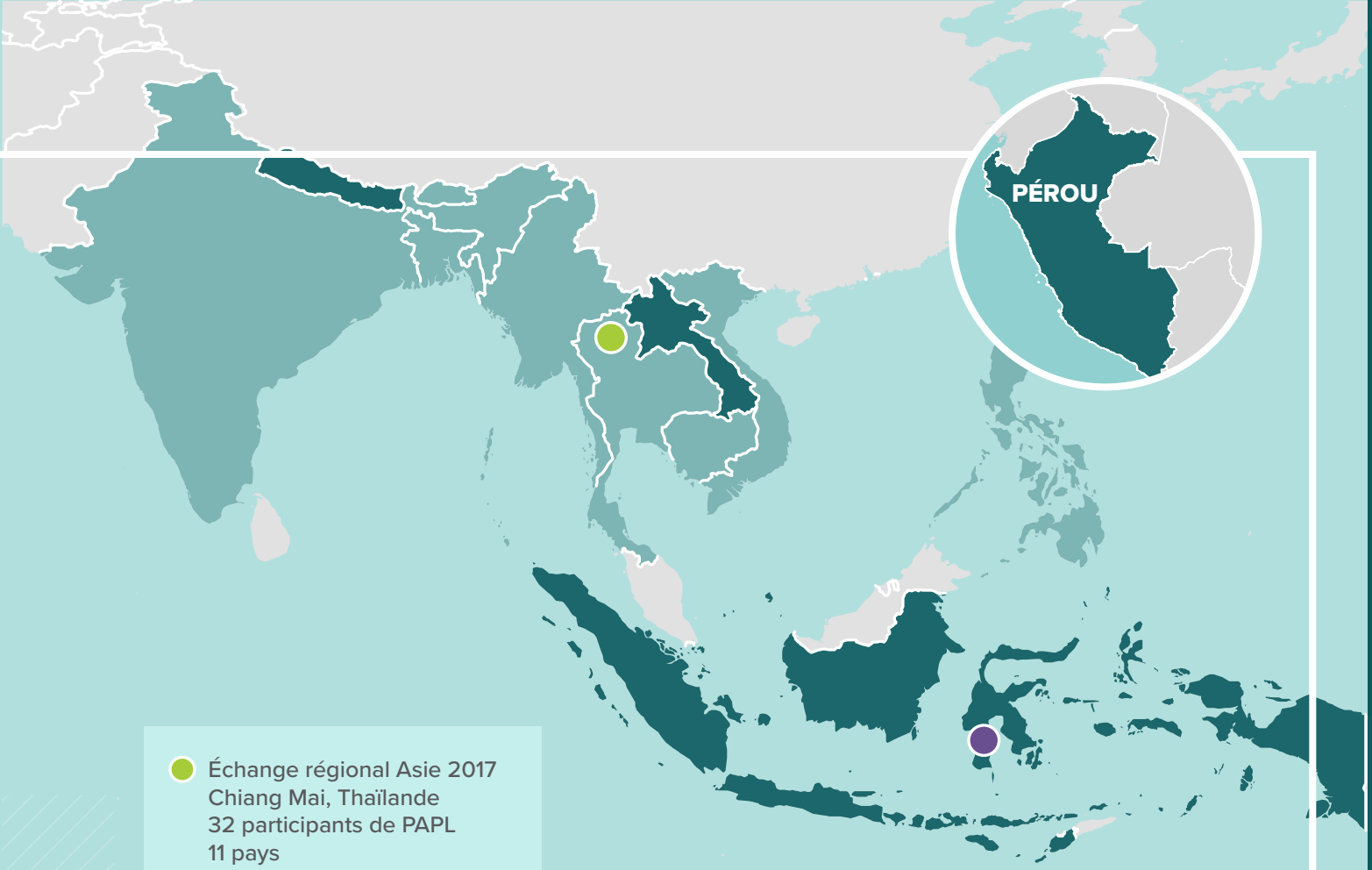
209
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETSREÇUES

21
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

« Je suis heureuse de participer à cette activité [...] Cela m'a aidé à [...] acquérir une compréhension plus complète du DGM dans son ensemble [...] J'ai également beaucoup appris du travail d'autres agences d'exécution et comités de pilotage, en particulier en ce qui concerne les questions de genre. »

CINTHIA MONGYLARDI, MEMBRE DE LA NEA DU DGM PÉROU ET PARTICIPANTE À L'ÉCHANGE RÉGIONAL ASIE 2018

* La République démocratique populaire lao avait été choisie comme troisième pays pilote en Asie, mais le projet dans ce pays a été annulé en octobre 2017. Aucune décision n'a été annoncée sur l'utilisation des 4,5 millions USD alloués au projet.



Échange régional Asie 2017
Chiang Mai, Thaïlande
32 participants de PAPL
11 pays

Échange régional Asie 2018
Sulawesi du Sud, Indonésie
15 participants de PAPL
6 pays

Pays du DGM

Pays non-membres du DGM

LE DGM EN ASIE

En février 2018, le Projet mondial du DGM a organisé son deuxième Échange régional Asie annuel dans le Sulawesi du Sud, en Indonésie. L'échange a porté sur les droits fonciers et la gestion des forêts communautaires et a réuni 15 représentants de PAPL de six pays, ainsi qu'un représentant de la NEA du DGM Pérou et visait à faciliter les échanges interrégionaux autour de l'attribution de titres fonciers.

Parmi les principaux sujets abordés au cours de l'échange, on peut citer le renforcement de la sécurité foncière, la culture itinérante, les questions de parité homme-femme, la gestion durable des forêts et la Plate-forme des populations locales et des peuples autochtones de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les participants ont également participé à deux visites de terrain pour en savoir plus sur la situation des PAPL en Indonésie. Ils ont d'abord visité Tana Beru, une communauté connue pour sa fabrication artisanale du pinisi, un bateau traditionnel. Sur place, ils ont découvert comment les membres de la communauté trouvaient un équilibre entre leurs coutumes et culture et la pérennité de la forêt, de façon à garantir la viabilité de leurs traditions sur le long terme. Ils ont également rencontré des représentants des autorités locales et de la communauté autochtone Kajang, qui leur ont expliqué le fonctionnement des systèmes fonciers en Indonésie.

Entre les deux premiers Échanges régionaux Asie du projet, le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 42 représentants de PAPL de 11 pays, représentant plus de 12 organisations et réseaux nationaux et internationaux de PAPL. Au sein de ce groupe, quatre participants ont assisté aux deux Échanges régionaux Asie, et ils ont partagé et renforcé les connaissances qu'ils avaient acquises lors de la première rencontre.

INDONÉSIE

L'Indonésie abrite la troisième plus grande zone de forêt tropicale du monde et près de 50 millions de ses citoyens vivent dans ou autour des forêts. Ces communautés dépendent fortement de leurs écosystèmes naturels, mais leurs ressources naturelles sont menacées par une déforestation rapide. Les PAPL pourraient jouer un rôle clé dans la protection de ces forêts, mais leur efficacité est limitée par l'insécurité foncière, la pauvreté et le manque d'accès à l'information et aux services publics.

Le DGM Indonésie a tenu compte de ce contexte dans la conception de son projet, qui met l'accent sur :

- L'éligibilité des communautés dans l'ensemble de l'Indonésie, la zone de mise en œuvre étant divisée en sept régions, chacune étant représentée au sein du comité de pilotage du projet ;
- L'élaboration et la mise en œuvre par les communautés de 60 sous-projets ont pour objectif d'améliorer la clarté et la sécurité des droits fonciers, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance ;
- La fourniture d'un soutien aux dirigeants communautaires pour qu'ils s'engagent dans les processus politiques liés à REDD+, à la gestion des ressources forestières, à la gestion foncière et aux moyens de subsistance.

Au cours de l'année écoulée, le DGM Indonésie a concentré ses efforts sur le choix des premiers sous-projets à mettre en œuvre. Avec le soutien du Comité de pilotage national, des communautés de toute l'Indonésie ont été informées des opportunités offertes par le DGM. Lorsque le projet a lancé son appel à propositions en août 2017, les communautés ont soumis 209 propositions en réponse. Après plusieurs séries d'examen, incluant une analyse de la prise en compte des questions de genre dans chaque proposition, 69 propositions sont restées à l'étude. Après un examen plus approfondi, l'équipe a décidé de combiner certaines de ces propositions pour en faire 31 propositions soumises à l'examen du NSC. Le NSC a approuvé trois propositions émanant de chacune des sept régions du projet (21 au total). Le DGM Indonésie travaille actuellement avec ces communautés pour affiner leurs propositions avant de conclure des contrats. La mise en œuvre de ces 21 sous-projets approuvés devrait commencer au cours de la prochaine année.

Pour en savoir plus : www.dgmindonesia.id

592
PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES

209
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

21
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

3
SOUS-PROJETS PAR RÉGION

0
DIFFÉREND REÇU

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
6,5° millions USD
Approbation du FIP : Décembre 2016
Approbation de la Banque mondiale :
Mars 2017 - Juin 2021

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
9 membres votants
5 hommes/4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Institut Samdhana

The Samdhana Institute

Photo Caption: Representatives of DGM Indonesia's 21 selected subprojects gathered in April 2018 to develop and refine their subproject proposals prior to contracting. Photo: DGM Indonesia

NÉPAL

Le Népal figure parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques au niveau mondial, en raison de ses reliefs escarpés, de sa population majoritairement pauvre et dépendante des ressources naturelles et de la faiblesse de ses capacités institutionnelles. Une grande partie de la forêt du Népal est dégradée, ce qui la rend progressivement plus vulnérable aux incendies, et le régime foncier est précaire, en particulier pour les groupes marginalisés.

Le DGM Népal est toujours en attente d'approbation. Le projet dispose d'un comité intérimaire, mails il n'a pas encore de Comité de pilotage national ni d'Agence d'exécution nationale. Des réunions de consultation sont actuellement organisées avec les districts et les provinces. Une fois ces réunions terminées, il y aura des réunions de consultation nationales au cours desquelles le NSC sera créé. Cette étape est prévue pour novembre 2018.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/nepal

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
4,5 millions USD
Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE INTÉRIMAIRE :
14 membres votants
8 hommes/6 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Pas encore sélectionnée

5

PAYS PILOTES DU DGM

27

MILLIONS USD ALLOUÉS

3

COMITÉS DE PILOTAGE NATIONAUX MIS EN PLACE

3

AGENCES D'EXÉCUTION NATIONALES SÉLECTIONNÉES

360

PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETSREÇUES

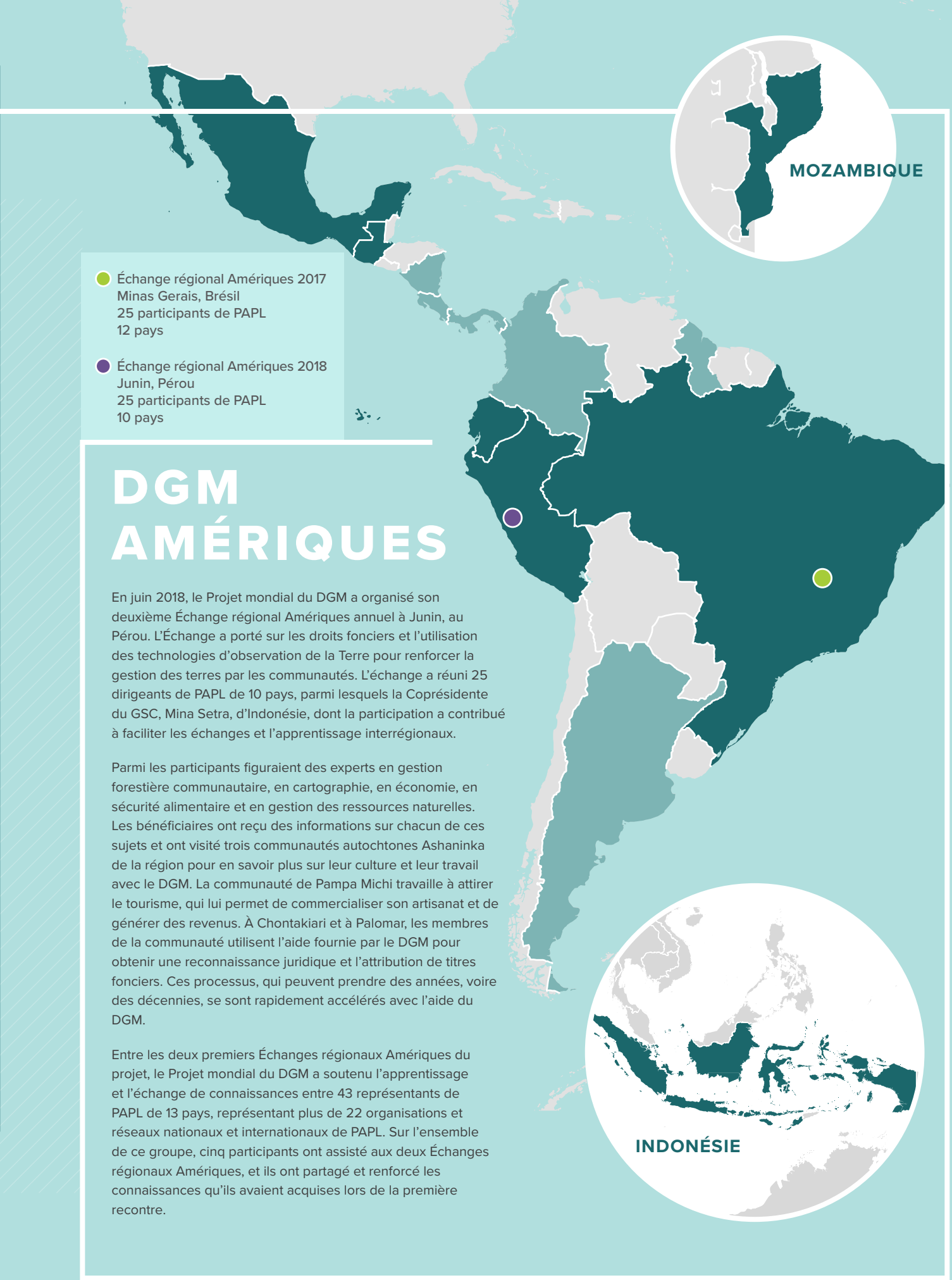
133

SOUS-PROJETS APPROUVÉS

« L'un des meilleurs atouts du DGM, c'est qu'il réunit des peuples autochtones du monde entier. Nous ne comprenons peut-être pas la langue des autres mais, quand nous sommes assis ensemble, nous savons que nous sommes frères et sœurs .»

MINA SETRA, COPRÉSIDENTE DU GSC, MEMBRE DU NSC DU DGM INDONÉSIE, ET PARTICIPANTE À L'ÉCHANGE AMÉRIQUES 2018

Crédit photo : Analia Tuxa du Comité de pilotage national du DGM Brésil (au centre) pose pour une photo avec Lyndon Pishagua (à gauche) et Fabian Antunez (à droite) du Pérou au cours de l'Échange Amériques 2018 à Junin. Photo : Mina Setra



DGM AMÉRIQUES

En juin 2018, le Projet mondial du DGM a organisé son deuxième Échange régional Amériques annuel à Junin, au Pérou. L'Échange a porté sur les droits fonciers et l'utilisation des technologies d'observation de la Terre pour renforcer la gestion des terres par les communautés. L'échange a réuni 25 dirigeants de PAPL de 10 pays, parmi lesquels la Coprésidente du GSC, Mina Setra, d'Indonésie, dont la participation a contribué à faciliter les échanges et l'apprentissage interrégionaux.

Parmi les participants figuraient des experts en gestion forestière communautaire, en cartographie, en économie, en sécurité alimentaire et en gestion des ressources naturelles. Les bénéficiaires ont reçu des informations sur chacun de ces sujets et ont visité trois communautés autochtones Ashaninka de la région pour en savoir plus sur leur culture et leur travail avec le DGM. La communauté de Pampa Michi travaille à attirer le tourisme, qui lui permet de commercialiser son artisanat et de générer des revenus. À Chontakiari et à Palomar, les membres de la communauté utilisent l'aide fournie par le DGM pour obtenir une reconnaissance juridique et l'attribution de titres fonciers. Ces processus, qui peuvent prendre des années, voire des décennies, se sont rapidement accélérés avec l'aide du DGM.

Entre les deux premiers Échanges régionaux Amériques du projet, le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 43 représentants de PAPL de 13 pays, représentant plus de 22 organisations et réseaux nationaux et internationaux de PAPL. Sur l'ensemble de ce groupe, cinq participants ont assisté aux deux Échanges régionaux Amériques, et ils ont partagé et renforcé les connaissances qu'ils avaient acquises lors de la première recontre.

BRÉSIL

Le biome du Cerrado au Brésil est un hotspot mondial pour la biodiversité et il abrite 15 % de la population brésilienne. Ces communautés dépendent des ressources naturelles abondantes de la région pour leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance, mais ces ressources sont menacées par la déforestation rapide et la dégradation des forêts. Compte tenu des capacités requises et des opportunités existantes, les PAPL peuvent jouer un rôle important en inversant ces tendances. Le DGM Brésil a été conçu pour aider les PAPL dans ce rôle à travers quelques interventions clés :

- Un soutien aux sous-projets mis en œuvre par les communautés et leurs organisations représentatives, visant à renforcer la gestion des ressources naturelles, répondre aux menaces immédiates pour les ressources et les moyens de subsistance des communautés et à renforcer la production axée sur le marché ;
- Un renforcement des capacités ciblé à destination des organisations de peuples autochtones et de communautés traditionnelles ;
- L'utilisation d'un outil de gestion de projet en ligne pour permettre une communication rapide et aisée entre le comité de pilotage du projet, l'agence d'exécution et les responsables de la mise en œuvre des sous-projets, malgré la vaste zone de mise en œuvre du projet dans le Cerrado.

264
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

45
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

19
SOUS-PROJETS EN ATTENTE D'APPROBATION

39 200
COÛT MOYEN DE USD PAR SOUS-PROJET

26 000
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET

100%
DE DIFFÉRENDS TRAITÉS

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
6,5° millions USD
Approbation du FIP : Juin 2015
Approbation de la Banque mondiale : Mars 2015
Mise en œuvre : Avril 2015 - Septembre 2019

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
9 membres votants
6 hommes/3 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA/NM)

Les 45 premiers sous-projets de DGM Brésil, qui ont été approuvés en septembre 2016, ont été mis en œuvre entre mai 2017 et mars 2018, et le projet fait connaître leurs premiers succès par le biais des réseaux sociaux. Ces premiers sous-projets devraient se terminer entre le milieu et la fin de 2019. Au début de ces travaux, le projet a également sélectionné son deuxième ensemble de sous-projets. Sur les 106 propositions reçues, 19 ont été présélectionnées par le Comité de pilotage national et l'équipe du DGM est en visite dans ces communautés pour confirmer les informations contenues dans les propositions avant de conclure des contrats et de les financer.

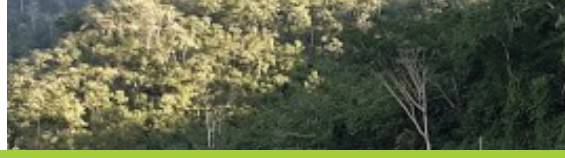
Pour en savoir plus : www.dgmbrasil.org.br

COUP DE PROJECTEUR
REDD+ et les peuples autochtones, les Quilombolas et les communautés traditionnelles

En octobre 2017, le DGM Brésil a organisé à Brasilia un séminaire de trois jours sur « REDD+ et les peuples autochtones, les Quilombolas et les communautés traditionnelles ». Les 72 participants au séminaire, qui comprenaient des membres du Comité de pilotage national, des représentants de sous-projets et des membres d'organisations stratégiques, ont abordé plusieurs sujets, notamment la définition de REDD+, les politiques publiques faisant la promotion de REDD+ au Brésil et dans le monde, les possibilités d'accès aux ressources de REDD+, ainsi que les défis à relever et les opportunités pour les peuples autochtones, les Quilombolas et les communautés traditionnelles.

Revenant sur cette expérience, Wandereila Rosa, dirigeante Quilombola, a indiqué : « Avant je ne savais pas ce qu'était REDD+, mais après ces trois jours de séminaire, je repars avec une bonne compréhension qui va me permettre de diffuser ces connaissances et d'encourager les actions des communautés qui ont toujours préservé la nature. »

Crédit photo : En avril 2018, Alvaro Carrara, de l'Agence d'exécution nationale du Brésil, s'est rendu dans le territoire autochtone des Maraiwatsede, dans le nord-est du Mato Grosso, où l'association Maraiwatsede cultive des plantes indigènes et des arbres fruitiers pour aider à remettre en état les zones et les sources dégradées. Photo : Maicon Ribeiro Fotografia



MEXIQUE

Le Mexique est l'un des pays du monde les plus riches en biodiversité et un grand nombre d'espèces vivent dans les forêts, qui recouvrent un tiers du pays. Actuellement, le Mexique est confronté à un taux de déforestation très élevé, d'environ 150 000 hectares par an, principalement dû à l'expansion de l'agriculture et de l'élevage. Cette perte rapide de forêts menace la biodiversité du Mexique et de nombreux autres services environnementaux liés aux forêts, ainsi que les moyens de subsistance des communautés dépendantes de la forêt. Le DGM Mexique mène ses activités dans les États d'Oaxaca, de Jalisco, de Campeche, de Quintana Roo et du Yucatan, en se concentrant sur les priorités suivantes :

- Un soutien aux projets communautaires axés sur la demande et sur l'amélioration des moyens de subsistance locaux, avec un guichet de financement unique pour les petites propositions innovantes soumises par des groupes sociaux vulnérables, et un autre pour des projets plus importants proposés par des organisations productives et des entreprises communautaires, visant à mobiliser des ressources, élargir l'accès aux marchés et renforcer les services financiers ;
- Une formation ciblée pour 20 « promoteurs communautaires locaux » destinée à les familiariser avec l'inclusion financière et REDD+ afin qu'ils puissent identifier des opportunités de sous-projets prometteuses dans leurs communautés ;
- La facilitation de 50 opportunités de partage des connaissances, permettant à des membres de la communauté de rendre visite à des communautés qui ont récemment achevé des sous-projets intéressants et d'acquérir des connaissances auprès d'elles ;communities that have recently completed relevant subprojects
- Le développement de systèmes innovants pour le suivi et l'évaluation participatifs et la gestion des différends et des demandes d'information.

En octobre 2017, la Banque mondiale a signé un contrat avec Rainforest Alliance, en tant qu'Agence d'exécution nationale du DGM Mexique. L'équipe a rapidement commencé à travailler et elle a achevé le Manuel opérationnel et le Plan de travail annuel du DGM Mexique, et a reçu l'approbation du Comité de pilotage national le 15 décembre dernier. Depuis, l'équipe du projet a créé un site web, un système de suivi et d'évaluation participatifs (SiMyEPS) et un système de gestion des demandes d'informations et des différends (SiRASIQ). Les membres de l'équipe ont également rédigé leurs premiers appels à propositions de sous-projets pour chaque guichet de financement, ainsi que leur appel à manifestation d'intérêt pour les candidats promoteurs communautaires locaux. Ces trois appels devraient être lancés au début de l'année prochaine.

Pour en savoir plus : www.mde-mexico.org

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT ALLOUÉ :
4,5 millions USD
Pas encore approuvé

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Pas encore sélectionnée

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
Pas encore mis en place

ÉQUATEUR

Le DGM Équateur ne dispose pas encore d'un Comité de pilotage national ni d'une Agence d'exécution nationale, et la mise en œuvre du projet n'a pas encore été approuvée.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/ecuador

Crédit photo : En Juin 2018, Lesly Aldana de l'Agence d'exécution nationale du Mexique (à gauche), accompagnée de Ponciano Martin Esquivel (au centre à gauche), Juan Ortegon Balam (au centre à droite) et Gladys Garcia Osorio (à droite) du Comité de pilotage national du projet, ont assisté à l'Échange régional Amériques du DGM à Junin, au Pérou pour partager leurs expériences et apprendre auprès de représentants d'autres pays effectuant un travail similaire. Photographiée ici avec Johnson Cerda (au centre) de l'Agence d'exécution internationale du DGM. Photo : Lesly Aldana

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
6 millions USD
Approbation du FIP : Mai 2017
Approbation de la Banque mondiale : Septembre 2017
Mise en œuvre : Octobre 2017 - février 2022

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Rainforest Alliance

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
15 membres titulaires
14 hommes/1 femme
5 membres suppléants (toutes des femmes)

Rainforest Alliance

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT ALLOUÉ :
4,5 millions USD
Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
Pas encore mis en place

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Pas encore sélectionnée

GUATEMALA

Le DGM Guatemala dispose d'un comité intérimaire chargé d'aider à la planification et au développement du projet. Cependant, le projet n'a pas encore de comité de pilotage national ou d'agence d'exécution nationale et sa mise en œuvre n'a pas encore été approuvée.

Pour en savoir plus : www.dgmglobal.org/guatemala

PÉROU

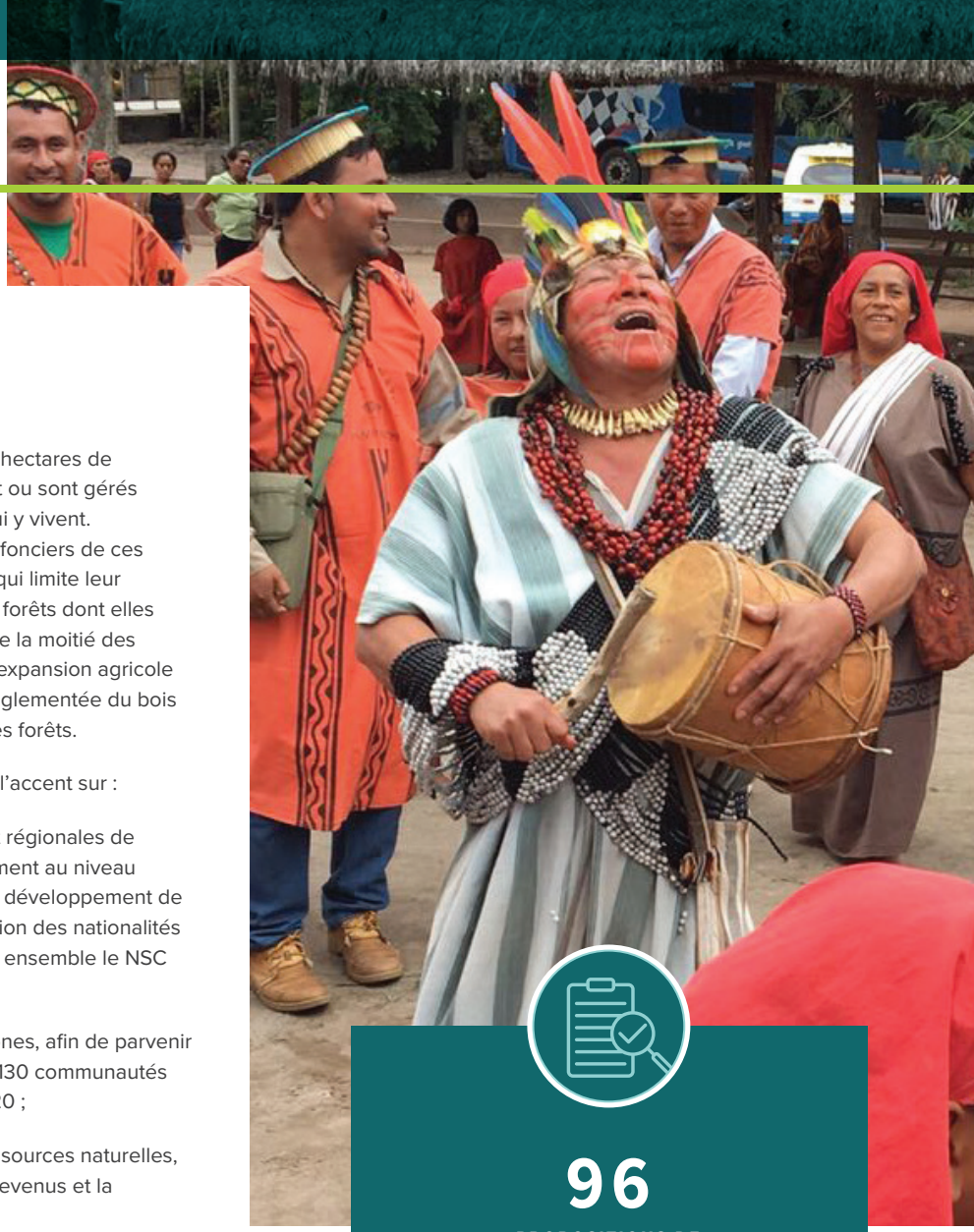
L'Amazonie péruvienne compte plus de 73 millions d'hectares de forêts et près de 15 millions d'hectares appartiennent ou sont gérés par les quelque 2 250 communautés autochtones qui y vivent. Malheureusement, dans de nombreux cas, les droits fonciers de ces communautés ne sont pas légalement reconnus, ce qui limite leur capacité à protéger leurs habitats traditionnels et les forêts dont elles dépendent. La déforestation au Pérou génère près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays, et l'expansion agricole et la construction de routes pour l'exploitation non réglementée du bois d'œuvre représentent une menace constante pour les forêts.

À travers la conception du projet, le DGM Pérou met l'accent sur :

- Un partenariat avec 18 organisations locales et régionales de peuples autochtones, représentées collectivement au niveau national par l'Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne (AIDESEP) et la Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou (CONAP), qui forment ensemble le NSC du projet ;
- Les droits fonciers des communautés autochtones, afin de parvenir à 310 communautés légalement reconnues et 130 communautés possédant des terres dotées de titres d'ici 2020 ;
- Le soutien à la gestion communautaire des ressources naturelles, avec des sous-projets axés sur la création de revenus et la sécurité alimentaire.

En août 2017, le DGM Pérou a approuvé son deuxième ensemble de sous-projets communautaires, comprenant 18 projets axés sur la reconnaissance et l'attribution de titres de propriété et 31 sur la gestion des ressources naturelles. Depuis cette date, le DGM Pérou s'est concentré sur le suivi des sous-projets et la fourniture d'un soutien administratif et technique aux organisations communautaires mettant en œuvre ces projets. Conformément au plan de renforcement des capacités du projet, le DGM Pérou a organisé une série de quatre ateliers sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets. Des membres du personnel de 13 des 18 organisations participantes étaient présents.

Pour en savoir plus : www.mdesawetoperu.org



96
PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

70
SOUS-PROJETS APPROUVÉS

33 400
COÛT MOYEN DE USD PAR SOUS-PROJET

368
COMMUNAUTÉS BÉNÉFICIAIRES

2
MILLIONS D'HECTARES DE TERRES CONCERNÉS PAR LES INTERVENTIONS DU PROJET

Crédit photo : Le chef de la communauté autochtone Pampa Michi à Junin, au Pérou, a accueilli les participants à l'Échange régional Amériques 2018 avec des chants et des danses traditionnels avant de présenter l'expérience acquise par la communauté en matière de promotion du tourisme avec le soutien du DGM. Photo : Luis Barquin

HISTOIRE EN VEDETTE
Genre et sécurité alimentaire

L'un des sous-projets du DGM Pérou, intitulé « Amélioration des capacités de production et d'élevage de poissons amazoniens dans la communauté autochtone Awajun de Nazareth – District d'Imaza – province de Bagua – État d'Amazonas » devait être dirigé par le chef de la communauté. Cela a changé au cours d'une assemblée de planification, au cours de laquelle la communauté a décidé que les femmes devraient diriger la mise en œuvre, compte tenu du rôle qu'elles jouent dans la sécurité alimentaire de la communauté. Les femmes de Nazareth ont été formées à la gestion et à la reproduction des poissons afin de permettre aux familles de se nourrir et de réduire la malnutrition chez les enfants. Leur leadership et leur prise de décisions permettront de garantir la reconnaissance de leurs contributions et de leurs besoins distincts. Le DGM Pérou a réservé 500 000 USD pour des projets de gestion des ressources naturelles proposés ou dirigés par des femmes afin de soutenir leur mobilisation dans le projet.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
5,5 millions USD
Approbation du FIP : Mai 2015
Approbation de la Banque mondiale : Septembre 2015
Mise en œuvre : Octobre 2015 - Septembre 2020

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
10 membres
8 hommes/2 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
Fonds mondial pour la nature (WWF) - Pérou

PROJET MONDIAL D'APPRENTISSAGE ET D'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES

Le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM (Projet mondial du DGM) vient compléter les projets nationaux du DGM et soutient la coordination des programmes et les échanges de connaissances à plusieurs niveaux. Ce travail comprend la programmation et l'organisation d'échanges de connaissances aux niveaux régional et mondial. Au cours de la deuxième année d'échanges du DGM, le Projet mondial du DGM a rassemblé des dirigeants communautaires d'Afrique (p.5), d'Asie (p.15) et des Amériques (p.19) afin qu'ils partagent leurs expériences et apprennent à participer plus efficacement à l'élaboration de politiques à la prise de décisions aux niveaux national et régional.

Au-delà de ces échanges régionaux, le Projet mondial du DGM organise également un échange mondial chaque année. En 2016 et 2017, cet événement a été organisé immédiatement avant la Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans la même ville que la conférence. Cela donne aux participants l'occasion de se concentrer sur les priorités politiques de cet événement crucial et d'appliquer immédiatement ces connaissances pour orienter le dialogue au cours de la conférence. Une de ces priorités est la Plate-forme des populations locales et des peuples autochtones, qui encouragera le partage des connaissances et l'engagement accru des peuples autochtones dans la prise de décisions.

La carte à droite montre les pays qui ont été représentés aux cours des échanges mondiaux du DGM.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

FINANCEMENT :
Initial : 5° millions USD
Approbation du FIP : Juin 2014
Approbation de la Banque mondiale : Mars 2015

Financement complémentaire : 3° millions USD
Budget alloué : Octobre 2015
En attente d'approbation

COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL :
11 votes effectués par 13 membres
7-9 hommes/2-4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION MONDIALE :
Conservation International

CONSERVATION INTERNATIONAL

8
ÉCHANGES DE CONNAISSANCES

196
PARTICIPANTS DE PAPL

36
PAYS

>100
ORGANISATIONS

Échange mondial 2016
Marrakech, Maroc
19 participants de PAPL
15 pays

Échange mondial 2017
Bonn, Allemagne
14 participants de PAPL
11 pays

Pays du DGM

Pays non-membres du DGM

Crédit photo : Idrissa Zeba, Coprésident du GSC, s'est joint à Merouane Touli du Conseil des droits de l'homme, Hindou Oumarou du Forum international des Peuples autochtones sur les changements climatiques (FIPACC), Etienne Traoré, Chargé de liaison national de la CCNUCC pour le Burkina Faso, et le Dr Mohamed Handaine, du Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, pour un événement parallèle à la COP24 à Bonn organisé par le DGM, pour discuter des perspectives africaines sur la Plate-forme des populations locales et des peuples autochtones. Photo : Projet mondial du DGM

COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL

Brésil
Srewe Xerente

Burkina Faso
Idrissa Zeba, Coprésident

Côte d'Ivoire
Play Christophe Sare / Delphine Ahoussi (Représentants en alternance)

République démocratique du Congo
Kapupu Diwa Mutimanwa

Ghana
Hayford Duodu

Indonésie
Mina Setra, Coprésident

Mexique
Manuel Aldrete

Mozambique
Daniel Maúla

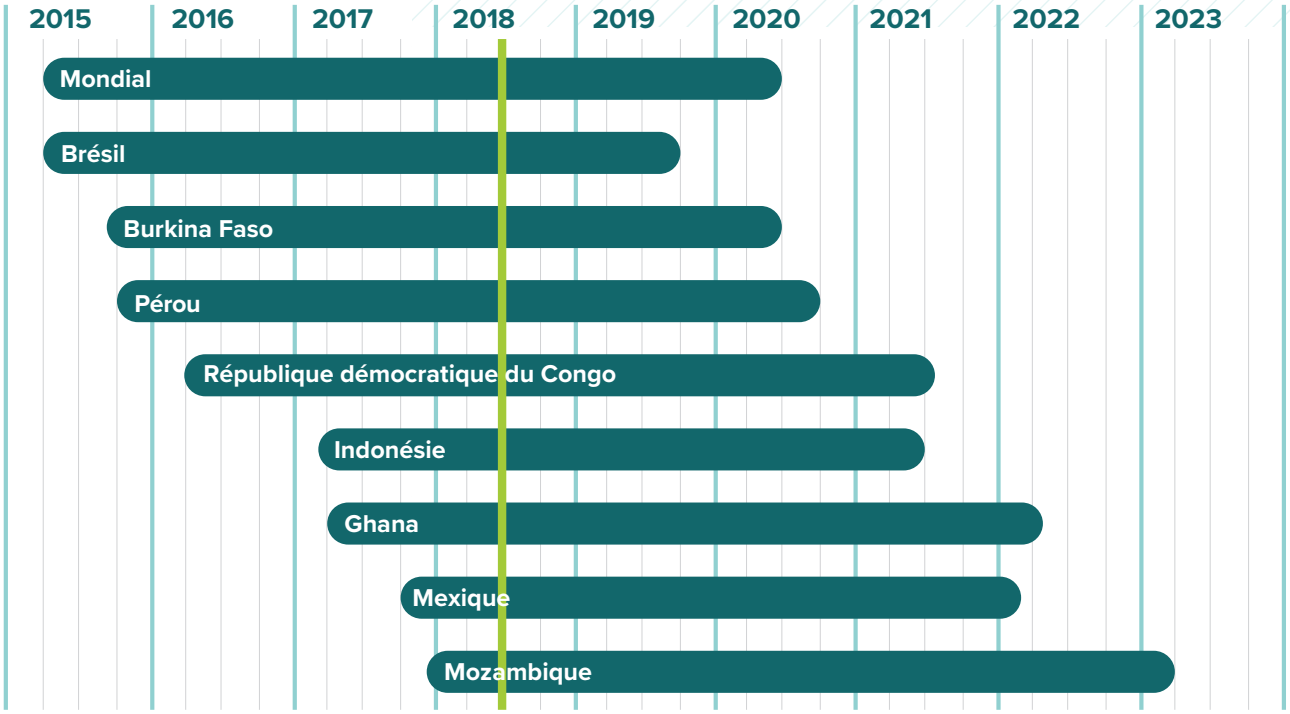
Pérou
Marilen Puquio Arturo/Lizardo Cauper Pezo (Représentants en Alternance)

République du Congo
Guy Moussele-Diseke

Pays non membres du FIP
Grace Balawag

PERSPECTIVES D'AVENIR

Alors que le DGM entame sa quatrième année de mise en œuvre, il est important de réfléchir aux étapes suivantes. Chaque projet DGM a une période de mise en œuvre d'environ cinq ans, mais ces périodes de cinq ans ne sont pas simultanées. En conséquence, le Projet mondial du DGM et les projets nationaux au Brésil, au Burkina Faso et au Pérou devraient prendre fin en 2020, tandis que le projet national le plus récent, au Mozambique, ne se terminera pas avant 2023. Le calendrier de la page suivante montre la répartition de ces périodes de mise en œuvre. Ne sont pas inclus les cinq projets nationaux qui sont encore prévus mais pas encore opérationnels.



Cette approche échelonnée présente des avantages. Par exemple, les nouveaux projets nationaux et les projets nationaux en attente d'approbation pourront tirer des leçons de l'expérience de leurs prédécesseurs. Cela ressort déjà clairement des délais de démarrage relativement rapides des projets DGM en Indonésie, au Ghana, au Mexique et au Mozambique.

Malheureusement, ce calendrier a aussi des inconvénients. Par exemple, le Projet mondial du DGM joue un rôle important dans la création de liens entre les projets en facilitant l'échange de connaissances et en coordonnant le suivi et l'établissement de rapports pour l'ensemble du programme. On ne sait pas encore si ces fonctions se poursuivront au-delà de la date d'achèvement du Projet mondial du DGM en juin 2020. En outre, les membres de la communauté de pays ayant des projets DGM en attente auront moins de chance de participer aux échanges, et les nouveaux membres du GSC moins de possibilité d'acquérir de l'expérience en matière de supervision de la gouvernance des projets au niveau mondial.

Les projets nationaux du DGM ont également besoin d'un moyen de poursuivre la mise en œuvre au-delà de leurs contrats actuels. Bien que les premiers résultats du DGM aient été impressionnants, les fonds disponibles pour chaque pays ont été largement insuffisants pour répondre à la demande de leurs communautés. Dans les quatre projets nationaux ayant achevé leurs appels à propositions de sous-projets, 1 346 propositions ont été soumises, et la mise en œuvre n'a été approuvée que pour 208 d'entre elles. Les peuples autochtones et les communautés locales sont des partenaires essentiels dans les efforts mondiaux de protection des forêts et de lutte contre le changement climatique. Ils ont démontré leur capacité et leur enthousiasme et ont manifesté un soutien sans faille au DGM en tant que mécanisme favorisant leur participation.

Malgré le déficit budgétaire actuel du Fonds climatique d'investissement stratégique, le Comité de pilotage international du DGM insiste fermement pour que l'allocation de fonds initiale engagée et allouée aux peuples autochtones et aux communautés locales ne soit pas réduite. En outre, les membres du GSC aimeraient travailler aux côtés des Fonds d'investissement pour le climat et de la Banque mondiale pour explorer d'autres possibilités d'accès direct au financement pour le climat pour les peuples autochtones et les communautés locales, telles que le Fonds vert pour le climat.

Crédit photo : Membres du GSC réunis à Arlington, en Virginie, en avril 2018 pour leur quatrième réunion annuelle. De gauche à droite : Idrissa Zeba, Manuel Aldrete, Grace Balawag, Mina Setra, Marilen Puquio Arturo, Guy Moussele-Diseke, Srewe Xerente et Daniel Maula. Absents de la photo : Play Christophe Sare, Delphine Ahoussi, Kapupu Diwa Mutimanwa, Hayfor Duodu, et Lizardo Cauper Pezo. Photo : John Martin

FINANCEMENT

PROJET DGM	FINANCEMENT (MILLIONS USD)		APPROBATION		MISE EN ŒUVRE	
	Budget alloué	Approuvé	FIP	Banque mondiale	Début	Fin
Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances	8,0	5,0	Juin 2014	Mars 2015	Avril 2015	Juin 2020
Brésil	6,5	6,5	Juin 2015	Mars 2015	Avril. 2015	Sept. 2019
Burkina Faso	4,5	4,5	Juin 2015	Sept. 2015	Sept. 2015	Juin 2020
Pérou	5,5	5,5	Mai 2015	Sept. 2015	Oct. 2015	Sept. 2020
République démocratique du Congo	6,0	6,0	Juin 2015	Avril 2016	Avril 2016	Juil. 2021
Indonésie	6,5	6,5	Déc. 2016	Mar. 2017	Mars 2017	Juin 2021
Ghana	5,5	5,5	Sept. 2016	Apr. 2017	Avril 2017	Avril 2022
Mexique	6,0	6,0	Mai 2017	Sept. 2017	Oct. 2017	Fév. 2022
Mozambique	4,5	0	En attente	En attente	N/A	N/A
Équateur	4,5	0	En attente	En attente	N/A	N/A
Guatemala	4,5	0	En attente	En attente	N/A	N/A
Népal	4,5	0	En attente	En attente	N/A	N/A
République du Congo	4,5	0	En attente	En attente	N/A	N/A
République démocratique populaire lao	4,5	0	Projet annulé en octobre 2017			
TOTAL	**80**	**50**				

SOUS-PROJETS

APPEL DE PROPOSITIONS	PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS		COÛT APPROXIMATIF (USD)	
	Reçus	Approuvés	Total	Moyenne
Brésil-1	158	45	1 762 930	39 176
Brésil-2	106	19*	En attente	En attente
Burkina-1	651	14	358 678	25 620
Burkina-2	126	39	608,067	15 591
Indonésie-1	209	21	En attente	En attente
Pérou-1	33	21	772 869	36 803
Pérou-2	63	49	1 563 612	31 910
TOTAL	**1 346**	**208**	**5 066 156**	

* Le NSC du DGM Brésil a présélectionné 19 sous-projets en vue de leur mise en œuvre. Approbation finale en attendant les visites de terrain.

LIENS

MONDIAL
www.dgmglobal.org

Dedicated Grant Mechanism
@dgm_global
@dgmglobal

BRÉSIL
www.dgmbrasil.org.br
www.dgmglobal.org/brazil

DGM Brasil
@dgmbrasil
@dgmbrasil

BURKINA FASO
www.dgmglobal.org/burkina-faso

DGM Burkina Faso

CÔTE D'IVOIRE
www.dgmglobal.org/cote-divoire

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
www.peuplesautochtones.cd
www.dgmglobal.org/drc

DGM RDCongo

ÉQUATEUR
www.dgmglobal.org/ecuador

GHANA
www.dgmglobal.org/ghana

Ghana Dedicated Grant Mechanism for Local Communities
@GhanaDGM

GUATEMALA
www.dgmglobal.org/guatemala

INDONÉSIE
www.dgmindonesia.id
www.dgmglobal.org/indonesia

DGM Indonesia
@dgmindonesia
@dgm.indonesia

MEXIQUE
www.mde-mexico.org
www.dgmglobal.org/mexico

MDE México
@mde_mexico

MOZAMBIQUE
www.dgmglobal.org/mozambique

NÉPAL
www.dgmglobal.org/nepal

PÉROU
www.mdesawetoperu.org
www.dgmglobal.org/peru

MDE Saweto Perú
@mdesawetoperu

RÉPUBLIQUE DU CONGO
www.dgmglobal.org/republic-of-congo

CONSTRUIRE UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE

Comités de pilotage*

MONDIAL

Mina Setra

Idrissa Zeba

Grace Balawag

Kapupu Diwa Mutimanwa

Hayford Duodu

Manuel Aldrete

Srewe Xerente

Marilen Puquio Arturo

Lizardo Cauper Pezo

Guy Moussele-Diseke

Play Christophe Sare

Delphine Ahoussi

Daniel Maula

BRÉSIL

Januario Tseredzaro Ruri'o

Joao Nonoy Krikati

Analia Aparecida da Silva

Johnny Martins de Jesus

Maria do Socorro Teixeira Lima

Jossiney Evangelista Silva

Jose Ari Braga

Rodrigo Medeiros

Priscilla Feller

Srewe Xerente

Valcelio Terena Figuiredo

Gilberto Barros

Lucely Moraes Pio

Mayk Honnie Gomes de Arruda

Cristovino

Mariana Roberta Silva

Ana Rita Souza Almeida

BURKINA FASO:

Assita Lamien/Dao

Bernadette Essie

Ikoro Some

Lankoandia Thiombiano

Ayouba Benao

Emmanuel Ilboudo

Noel Dolly

T. Gustave Some

Gouayle Banaon

Jean Hubert Bako

Tidiane Ouedraogo

Aboubacrine Saoudata

Cecilia Some

Clarisse Kambou Honadia

Samuel Yeye

Moubassire Sigue

Louis Sawadogo

Alain Traore

Idrissa Zeba

T. Eric Palm

Daouda Kiemde

Elize Ouedraogo

Mohamed Aly Ould Cheickh Ahmed

Moumini Savadogo

Amadou Wangrawa

Nouhoun Coulibaly

Denis Hien

Jean Emmanuel Poda

Emmanuel Nikiema

Batiene Mamadou

Jonas Koala

Paul Zongo

CÔTE D'IVOIRE

Play Christophe Sare

Blaise Tohe

Youkou Omer

Alain Jerome Guidy

Kouakou Kouassi

Tano Nicolas Koua

Bella Kouame

Doumbia Soumaila

Delphine Ayouo Logbocho epse Ahoussi

Madame Gbo Amin

Eba Pauline Atta epse Coulibaly

Doumbia Yssouf

Arounan Illissou

Alloua Kadjo epse Koffi

RDC

Kapupu Diwa Mutimanwa

Keddy Bosulu Mola

Ponthien Carlos Lonji Mutalaka

Likondo John Eloka

Paul Ngbangba Kilanza

Raphael Akpolo Binali

Poncien Ismael Mutalaka Mutalaka

Ndoole Byamungu

Jean Mputu Iyoka

Alois Bitole Isokombe

Leontine Ikopo Booto

Dorothee Lisenga

Pelagie Belolo

Willy Loyombo

Patrick Saidi

Jean Baptiste Mbangala

Guy Kajemba

Jean Baptiste Lukusha Kalala

Albert Motoba Dukpokpo

Jean Munda Munda

Kabangu Musungayi Mbuta

Kabuena Mutete

Yanick Bonkoso Ngombe

Bolingo Barhaturilwa Muderwa

Jean Ilanga Ekonda

Wabayila Muteba

Musangayi Kabangu

Richard Bandjodo

Kimaka Baomba

Pierre Mukenji Ngoyi

Albert Kiomba Ngoyi

Didier Baomba Kimaka

Theophile Mbu Mfuamba

Jean-Pierre Tshite Kalenga

Freddy Kapinga Ngandu

Adolphe Bope Bope Kwete

Albert Drout Lokwa

Emile Bangi

Elie Ngangba Kilanza

Francois Apakumanzi Apekaite

Jean-Michel Bobuya Moumba

Helene Etshalina

Charlotte Bompole

Jean-Baptiste Mushagalusha

GHANA

Hayford Duodu

Yaa Grace Pokua

Mercy Assaw

Nana Kwasi Bennie

Bashuru Gambo

John Kissinger

Chebure Samuel

Chumba Daniel

*Les membres suppléants/observateurs/non votants sont mentionnés en italique

Emmanuel Kofi Afrifa

Kwarteng Benedict

Nana Oppong

Emmanuel Frimpong

Yusif Boadan Kyeremeh

Samuel Mawutor

Peter Kuugyire

Adu Nyarko Andorful

Tabi Agyarko

Abu Musa Juam

INDONÉSIE

Yunus Jefry Ukru

Mina Setra

Bata Manurun

Def Tri Hamri

George Weyasu

Tri Indana

Lalu Prima W

Surti Handayani

Debby Rambu K

Glorio Sanen

Hargyono Soemadi

MEXIQUE

Manuel Aldrete Terrazas

Matilde Rosas Hernandez

Ignacio Yama Ek

Alfredo Manrique Huchim Chable

Juan Ortegon Balam

Feliciano Ake Lopez

Juan Manuel Herrera Gloria

Ernestino Cipriano Ocaranza

Francisco Orozco Magana

Baltazar Gonzalo Lopez

Miguel Ramirez Dominguez

Miguel Cruz Castro

Miguel Tejero Villacana

Heriberto Aguirre Diaz

Felix Ruiz Pacheco

Lucina Ruiz Perez

Gladys Garcia Osorio

Lilia Ricardez

Laura Perez Perez

Gabriela Cruz Aquino

Germanico Galicia Garcia

Ponciano Martin Esquivel

MOZAMBIQUE

Angelina Siadrece

Abdul Razaque Assane

Jose Resca

Antonio Macaula

Benjamim Panela

Luis Mussa

Ana Julia Cipriano

Fatima Ofumane

Felizmina Mesa

Daniel Maula

Jorge Sousa

Assane Silva

Teresa Nube

Sonia Nordez

Celine Lim

Antonio Saliao

Alves Amaral

Joao Machel

Alberto Albazino

Patricio Hilario

Anastacio Matavele

Nelson Rafael

Renato Uane

Hamid Taybo

Saquina Mucavele

PÉROU

Lizardo Cauper Pezo

Julio Cusurichi Palacios

Richard Rubio

Ruth Buendia

Roberto Espinoza Llanos

Marilen Estela Puquio Arturo

Oseas Barbaran Sanchez

Hector Minguillo Chaname

Jose Tamani Ihuaraqui

Juan Ramos Paredes

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Guy Moussele-Diseke

Urbain Gozim

Parfait Dihoukamba

Bernadette Nkoli

Lambert Laki-Laka

Antoine Soa

Isidore Odzo

Micheline Mossibikondo

Valerie Ndombe

Marie Christine Mboula nee Lobota

Samuel Ngouandjika

Angelique Ntinou

Brice Aime Sesaire Mbourra

Monique Ignoumba

Adrien Kombe Mabotawa

Bather Fome Anthos

Bienvenu Nzalabaka

Dieudonne Batango

Phael Nkoukou Mouanda

Aimee Mbaloula

Prosper Tolouvo

Medard Empo

Francois Xavier Bockondas Mokondzi

Gervais Roch Mpassi Moumpassi Vethey Bemba

Sylviane Kamba Matanda nee Manssouela

Agences d'exécution

Conservation International

Caritas Congo

Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas

Union internationale pour la conservation de la nature

Rainforest Alliance

Institut Samdhana

Solidaridad Network

Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Fund)

Chefs d'équipe de projet de la Banque mondiale

Garo Batmanian

Alberto Costa

Lucienne M'Baipor

Salimata Follea

Loic Braune

Klas Sander

Asferachew Abate Abebe

Zenia Salinas Vallecillo

Dinesh Aryal

Carlos Perez-Brito

Andre Aquino

Andrea Kutter

Kristyna Bishop

Aurelie Rossignol

Pays donateurs du Programme d'investissement pour la forêt

United Kingdom

United States

Norway

Japan

Australia

Sweden

Spain

Denmark

NOUS CONTACTER:

dgmglobal.org

dgmglobal@conservation.org

DGM

CIF CLIMATE INVESTMENT FUNDS

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

CONSERVATION INTERNATIONAL